



Toile de fond économique⁽¹⁾

La Grande-Bretagne est un pays en profonde mutation économique et industrielle depuis plusieurs décennies, mais les défis des dix dernières années ont été particulièrement exigeants. Les résultats sont cependant intéressants et la croissance favorable des principaux indicateurs économiques, observée depuis quelques années, semble témoigner d'une vitalité renouvelée et persistante. En fait, la Grande-Bretagne se compare maintenant avantageusement aux autres pays du G 7.

- Croissance de 3 % du PIB;
- Augmentation de 3,5 % des dépenses de consommation;
- Hausse des exportations de 7,25 %;
- Inflation de 2,5 % ou moins, en baisse;
- Taux de chômage de 8 à 8,5 %, en baisse constante.

Rappel des réformes

Parmi les importants efforts de modernisation qui ont été accomplis dans plusieurs secteurs, on note particulièrement ce qui a trait au rôle de l'État et à la remise en ordre du secteur public. En effet, les réformes de l'État et de l'administration publique se sont accélérées au cours des dernières années en Grande-Bretagne⁽²⁾, soit depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement conservateur de madame Thatcher. Rappelons brièvement quelques jalons de ces réformes :

- privatisation de la quasi totalité des entreprises publiques (entreprises nationalisées) ayant contribué à éliminer un million d'employés du secteur public;
- division des ministères et mise en place de 110 agences autonomes, regroupant près des deux tiers des effectifs de la fonction publique;
- implantation de "l'initiative de gestion financière" qui s'est attaquée aux coûts de fonctionnement (coûts d'administration) des programmes et des organisations;
- introduction de la compétition entre les secteurs privé et public et des valeurs de gestion du secteur privé dans le secteur public;
- mise en place de la "Charte des citoyens" qui assure un rendement en matière de prestation des services, notamment en divulguant des "objectifs-cibles" rigoureux et en évaluant les résultats.

Ainsi s'est engagé un processus de modification du rôle traditionnel de l'État qui, il faut bien le constater, a inspiré bon nombre de gouvernements. Plusieurs observateurs et parlementaires britanniques⁽³⁾ s'entendent désormais pour dire que la Grande-Bretagne est aujourd'hui mieux administrée et que le citoyen a acquis une confiance nouvelle face à l'administration publique. Mais qu'en est-il en ce qui concerne les finances publiques ? Le Budget 1996, déposé le 28 novembre 1995, permet de mesurer l'impact de ces réformes sur l'équilibre financier de la Grande-Bretagne et sur le fardeau fiscal de ses contribuables.

Le Budget 1996 ⁽⁴⁾

Dans un discours⁽⁵⁾ généralement considéré par les analystes comme prudent et réaliste, le Chancelier de l'Échiquier, Kenneth Clarke, a préparé le terrain du prochain budget, qui sera le budget électoral du gouvernement conservateur. Les mesures annoncées cette année, compte tenu de l'état des finances publiques et de l'économie, placent les premières briques d'une reconstruction sous l'angle de la fiscalité et de l'avenir de services jugés prioritaires par la population, soit la santé, l'éducation et la sécurité publique.

Les principales mesures, pour l'année 1996, sont :

- une diminution de 1 % de l'impôt sur le revenu, évaluée à 3,25 milliards de livres;
- des réductions de dépenses et des augmentations de diverses taxes, totalisant 3,25 milliards de livres;
- une augmentation des dépenses de 1,3 milliard de livres en santé, de 878 millions en éducation et de 100 millions, sur trois ans, afin d'engager cinq mille nouveaux policiers;
- un déficit estimé à 22,5 milliards de livres, soit 3 % du PIB.

Mise en perspective

Les dépenses publiques se situent aujourd'hui à 42 % du PIB, soit seulement 0,25 % de moins qu'à l'époque --il y a 17 ans-- où les Travailleurs étaient au pouvoir. En fait, depuis l'élection des Conservateurs en 1979, les dépenses publiques, en termes réels, ont augmenté en moyenne de 1,9 % par an et diminué seulement deux fois (en 1985-86 et 1988-89)⁽⁶⁾. L'objectif est d'atteindre 40% du PIB d'ici quelques années et de stabiliser les dépenses à ce niveau, jugé acceptable.

Pour ce qui est du déficit, il est actuellement à 29 milliards de livres, en augmentation de 7 milliards par rapport à la prévision du budget précédent. Pour l'année 1996, le déficit prévu est de 22,5 milliards ce qui permettrait, dès l'an prochain, de répondre aux exigences du Traité de Maastricht, c'est-à-dire de limiter le déficit à 3 % du PIB. Le gouvernement estime également pouvoir équilibrer son budget d'ici l'an 2000. Il importe cependant de souligner que les hypothèses gouvernementales de croissance économique qui sous-tendent ce budget font notamment état d'une hausse du PIB de 3 % l'an prochain, alors que le consensus des économistes de la "City" l'estime à 2,7 % ⁽⁷⁾.

La structure de ce budget est largement basée sur un équilibre entre les réductions de dépenses et la réduction d'impôt. On doit cependant noter que les réductions de dépenses les plus significatives vont être effectuées dans le secteur de la sécurité sociale. Différentes mesures, annoncées hors-budget, sont attendues afin de réduire, en termes réels, les dépenses, de recibler l'aide de l'État vers les plus démunis et de lutter vigoureusement contre la fraude dans l'aide sociale. Le budget représente ainsi un gain très modeste pour les contribuables et une perte significative pour certains bénéficiaires de prestations sociales, puisque les réformes cumulatives, à ce chapitre, vont faire économiser à elles seules 3,5 milliards de livres en 1996. Le gouvernement a fait le choix d'encourager les bénéficiaires à quitter l'aide sociale et d'accroître les incitations au travail⁽⁸⁾ mais, pour ce faire, il fait porter aux plus démunis un lourd fardeau.

Sous l'angle fiscal, la réduction d'impôt de 1 % est la première à survenir sous le règne conservateur, ce qui a fait dire à l'opposition travailliste que c'est bien peu par rapport aux augmentations cumulatives d'impôt attribuables aux conservateurs, estimées à 7 %, et aux nombreux sacrifices demandés à la population⁽⁹⁾. Notons, par ailleurs, que les observateurs de la scène politique et économique britannique s'attendent à une diminution prochaine des taux d'intérêts qui favoriserait la reprise économique, notamment dans le domaine de la construction⁽¹⁰⁾. Cette "manne" serait de nature à soutenir une réduction d'impôt de quelques points de pourcentage supplémentaires à l'occasion du budget de novembre 1996⁽¹¹⁾, qui devrait précéder les élections.

Ainsi, l'exercice budgétaire de la Grande-Bretagne se trouve confronté, en substance, aux mêmes réalités, défis et contraintes que ceux de la majorité des gouvernements occidentaux et ce, même après avoir appliqué des réformes administratives et des réductions budgétaires importantes au cours des quinze dernières années. La situation est telle que, malgré une croissance économique soutenue et toutes les mesures de rationalisation cumulées à ce jour, il demeure encore illusoire de faire profiter, d'une manière significative et durable, les contribuables de réductions d'impôt. En fait, le coût des programmes, notamment dans le secteur social où la demande ne cesse de croître, représente une pression si forte que même des mesures importantes de restriction ou de rationalisation administrative n'arrivent pas à la compenser.

On doit néanmoins noter que les acquis des réformes ont non seulement permis de créer une situation économique plus favorable tout en limitant les dommages de la dernière récession, mais également d'envisager avec plus d'optimisme des défis de taille tels l'ouverture des frontières, l'arrivée prochaine de la monnaie européenne unique et l'éclatement économique du Commonwealth. La Grande-Bretagne se présente maintenant comme "the enterprise center of Europe", ce qui représente une nette amélioration en terme "d'estime nationale", et elle peut revendiquer que son gouvernement est géré comme une organisation dont la performance fait de plus en plus l'objet de regards intéressés à travers le monde.

La population de la Grande-Bretagne devra toutefois patienter avant de sentir un allègement de son rôle social de contribuable. Elle devra également continuer à espérer que l'équilibre budgétaire, symbole traditionnel par excellence de la saine gestion

publique, soit enfin atteint, après seize ans de régime conservateur. Bref, malgré des hausses de taxes et d'impôts, malgré des diminutions dans les services publics et les programmes sociaux et malgré une réforme en profondeur des structures et des méthodes de fonctionnement de la fonction publique, la Grande-Bretagne demeure soumise aux grands défis de toutes les administrations publiques en cette fin de siècle.

Annexe

The Chancellor's Budget Statement 1995

Repéré à l'adresse Internet :

<http://www.hm-treasury.gov.uk/>

Notes

- 1) Prévisions pour l'année 1996. Source : documents budgétaires. [retour](#)
- 2) Voir à ce sujet : "[Les réformes au Royaume-Uni](#)", *Télescope*, ENAP, vol. 2, no 3, 1995. [retour](#)
- 3) Voir à ce sujet : "Treasury and Civil Committee". *The role of the civil service*. Londres : HMSO, 1994. [retour](#)
- 4) Le budget porte le titre officiel de *Discours du Budget 1995*; il vise cependant l'année 1996-1997, soit du 1er avril 96 au 31 mars 97. [retour](#)
- 5) Voir le texte du [Discours du budget](#). [retour](#)
- 6) *The Economist*. «Ken Clarke's rose-tinted vision», 2 décembre 1995, édition USA, page 58. [retour](#)
- 7) *Ibid.* [retour](#)
- 8) Department of social security. 1995. *Social security statement*, 29 novembre 1995. Londres. [retour](#)
- 9) *The Scotsman*. 1995. «Patient chancellor holds fire», 29 novembre, page 1. [retour](#)
- 10) *Ibid.* [retour](#)
- 11) *The Guardian*. 1995. «A very modest budget; Mr Clarke is saving the real thing for next year», 29 novembre, page 20. [retour](#)